

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne

Auxerre, le 03/03/2025

17 rue de la Plaine des Isles

89000 AUXERRE

ud58-89.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2025

### **Contexte et constats**

publié sur 

**IDNT**

10 BLD COTE AUX PIGEONS

89100 Sens

Références : 250093

Code AIOT : 0005401673

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement IDNT implanté 10 BLD COTE AUX PIGEONS 89100 Sens.

Cette visite a lieu dans le cadre du PPC 2025 (Plan Pluriannuel de Contrôle) de la DREAL BFC.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IDNT
- 10 BLD COTE AUX PIGEONS 89100 Sens
- Code AIOT : 0005401673    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

IDNT (Industrielle Du Non Tissé) est une entreprise spécialisée dans la production et la commercialisation de ouate polyester.

**Contexte de l'inspection :** Risques accidentels | Risques chroniques

**Thèmes de l'inspection :** Risque incendie | Air, Bruits et vibrations, Déchets, Eau de surface, Eaux souterraines

### **2) Constats :**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 19.2 et 19.3	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois

7	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 29	Demande d'action corrective	2 Mois
---	-----------	--	-----------------------------	--------

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 3	
2	Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2	
3	Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.31	
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 24.8	
5	Rejet air	Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 16 et 17	
8	Enregistrement	Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 30	
9	Eau	Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 14	
10	Eau	Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 10.4	
11	Déchets	Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 20	
12	Déchets	Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 23	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Le site est globalement propre et bien tenu.

Aucune non-conformité majeure n'a été décelée lors de la visite d'inspection.

Deux non-conformités mineures :

- un léger dépassement acoustique à l'extérieur du site qui doit être traité rapidement par l'exploitant. Il s'agira de cartériser un groupe de climatisation et de procéder à de nouvelles mesures de bruit,
- un réglage de dispositif différentiel à effectuer pour la protection générale des locaux BE2 (risque incendie des locaux de service électriques).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Classement des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 3

**Thème(s) :** Situation administrative      Rubriques

**Prescription contrôlée :**

Tableau des rubriques à jour

**Constats :**

La production actuelle est d'environ 10 t/j.

Le volume du stockage est inchangé soit 22 500 m<sup>3</sup>

Le local de charge accumulateur présente une puissance inférieure à 50 KW.

Le tableau des rubriques à jour du site est donc le suivant :

Rubrique	alinéa	Qté totale	Régime en vigueur
2311	1	15t/j	A
2661	1.b	15t/j	E
2662	1	22 500 m <sup>3</sup>	E

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 2 : Risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.2

**Thème(s) :** Risques accidentels      État des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.

**Constats :**

Le site fonctionne en 3x8 et 5 jours/7 du lundi 5 h 00 au samedi 5 h 00.

La capacité maximale des stocks et le plan général des stockages sont affichés dans le hall d'entrée du site pour être à disposition du SDIS si besoin.

L'exploitant dispose d'un PC portable qui lui permet de se connecter à distance pour connaître l'état réel des stocks en cas de nécessité (matières premières et produits fabriqués).

L'entreprise fonctionne à flux tendu, le stock de produits fabriqués part dès le lendemain ou au maximum 48 h après. Seul les produits fabriqués en fin de semaine sont stockés le temps du week-end jusqu'à la reprise le lundi à 5 h 00.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

### N° 3 : Risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.31

**Thème(s) :** Risques accidentels      Connaissance des produits, étiquetage

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont tenus à disposition des services d'incendie et de secours.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

**Constats :**

Aucun produit dangereux n'est utilisé sur le site hormis quelques aérosols en quantité anecdotique.

**Respect de la prescription :**                      Prescription inadaptée

**Type de suites proposées :**      Sans suite

**Proposition de suites :**              Sans Objet

#### N° 4 : Exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 24.8

**Thème(s) :** Risques accidentels      Surveillance des stocks

**Prescription contrôlée :**

En dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance de ce stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.

**Constats :**

Le site est équipé d'un système de détection incendie et intrusion.

La télésurveillance est assurée par la société SCUTUM qui, en cas d'alerte (incendie ou intrusion), appelle le site pour la levée de doute.

Si la levée de doute n'est pas assurée, le responsable du site et la société STAG qui est domiciliée à proximité sont appelés. Cette société envoie des personnes sur place pour contrôle.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 5 : Rejet air

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 16 et 17

**Thème(s) :** Risques chroniques      contrôle et suivi des rejets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant procède annuellement, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées tableau VLE pour FOUR

**Constats :**

L'exploitant fournit le dernier rapport annuel d'analyses des rejets air réalisées par l'APAVE et daté du 11/04/2024. Les résultats sont conformes, les VLE (Valeurs Limites d'Emission) sont respectées.


**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**


## N° 6 : Bruit


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 19.2 et 19.3		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Contrôles périodiques acoustiques		
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les cinq ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations. La première mesure doit être effectuée dans l'année qui suit la mise en service de l'installation</p>		
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucune nouvelle mesure d'émission sonore n'a été réalisée depuis 2017. Le délai de périodicité de 5 ans est dépassé. Cependant, le prochain contrôle est planifié les 17 et 18 mars 2025. Avant celui-ci, la cartérisation du groupe de climatisation extérieur qui génère un léger dépassement révélé dans l'analyse de 2017 sera réalisée.</p> <p>L'exploitant doit fournir une photo de la cartérisation du groupe et le rapport d'analyses conforme dès qu'il en sera en possession à l'inspection des installations classées.</p>		
<b>Respect de la prescription :</b> 		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant		
<b>Proposition de délais :</b> 2      Mois		

## N° 7 : Contrôles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 29		
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Installations électriques et extincteurs		
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an. Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.		
<b>Constats :</b> L'exploitant fournit :  <ul style="list-style-type: none"><li>• le certificat Q4 conforme établi par la société ARLI daté du 18/02/2025</li><li>• le dernier rapport de contrôle de conformité des RIA par la société ARLI daté du 31/01/2025</li><li>• le certificat Q18 non-conforme (1 seule anomalie dans le rapport de vérification) par la société APAVE daté du 19/03/2024</li><li>• le certificat Q19 non-obligatoire pour ce site mais conforme par la société APAVE daté du 19/03/2024</li></ul> L'exploitant doit pallier prochainement l'anomalie électrique (réglage différentiel locaux BE2) afin de retrouver la pleine conformité des installations.		
<b>Respect de la prescription :</b>		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b>		Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b>		2      Mois

## N° 8 : Enregistrement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 30	
<b>Thème(s) :</b>	Autre      Registres et plans
<b>Prescription contrôlée :</b> Les documents visés à l'article 8 du présent arrêté sont, au titre de la sécurité, les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- registre des incidents et accidents survenus en cours d'exploitation ; ce registre doit comporter la description, l'analyse de ceux-ci ainsi que la définition de la justification des mesures correctives ;</li><li>- rapport de contrôle des installations électriques prévu à l'article 29 ;</li><li>- plans d'intervention prévus à l'article 28.4 ;</li><li>- registre des consignes prévu au point 28.3.</li></ul>	
<b>Constats :</b> Les documents visés sont présents. Le plan d'intervention et les consignes sont affichés dans le hall d'entrée du site. Le rapport de contrôle des installations électriques a été traité sur le point de contrôle précédent. Il n'y a pas eu d'incident ou d'accident récemment.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>	

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 14	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Enregistrement	
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les documents visés à l'article 8 du présent arrêté, au titre de la prévention de la pollution des eaux, sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension ;</li> <li>- résultats des contrôles des rejets et prélèvements d'eaux ;</li> <li>- justificatifs des capacités et de l'étanchéité des rétentions et bassins de confinement.</li> </ul>	
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit le plan des réseaux en version papier. Celui-ci est complet et à jour. Le volume du bassin de confinement des eaux d'incendie est indiqué (480 m<sup>3</sup>), le disconnecteur est positionné ainsi que le séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant fournit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la dernière facture de la société SARP et le BSD correspondant pour le curage du séparateur d'hydrocarbures datés du 11/04/2024</li> <li>• le dernier rapport d'analyses de l'APAVE des rejets eau daté du 11/04/2024 (prélèvements réalisés le 28/03/2024) ; les résultats sont conformes.</li> </ul> <p>L'exploitant a procédé à l'analyse PFAS en 2024. Il fournit le rapport d'analyse APAVE daté du 17/07/2024. Cependant, l'inspection des installations classées l'informe que le classement à Enregistrement au titre de la rubrique ICPE 2661 du site ne l'oblige pas à réitérer cette mesure.</p>	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 10.4

**Thème(s) :** Risques chroniques      Rétentions

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange est à commande manuelle.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilée.

Les aires de chargement et de déchargement de produits liquides inflammables, toxiques ou polluants sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles.

Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

**Constats :**


Le site dispose d'une petite zone de stockage des produits liquides dangereux, majoritairement des huiles de vidange. Celles-ci sont stockées en petits contenants posés sur rétention. L'exploitant a prévu de modifier et d'améliorer cette zone, un contrat a été passé avec la société Recydis qui va fournir une cuve posée sur rétention pour récolter l'ensemble des huiles usagées.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 20	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Aménagement	
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.  Ces zones sont telles que le stockage ne présente pas de risque d'envols et d'odeurs gênants pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>	
<p><b>Constats :</b>  Deux bennes sont disposées à l'extérieur du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une benne DIB sous abri</li> <li>• une benne 4 flux non-abritée (bois, plastiques, cartons, acier)</li> </ul> <p>Un contrat avec Recydis a été passé concernant la mise à disposition de contenants de stockage et la collecte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des huiles usagés</li> <li>• des chiffons souillés</li> <li>• des aérosols</li> <li>• des DEEE.</li> </ul> <p>Les zones de stockage des déchets sont propres et ne présentent pas d'envols ou d'odeurs gênants pour l'environnement.</p>	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/04/2000, article 23

**Thème(s) :**Autre      Registre

**Prescription contrôlée :**

Les documents visés à l'article 8 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants :

- registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel sont portés, a minima pour chaque déchet, les renseignements suivants :

- . nature, origine et codes de la nomenclature des déchets,
- . quantité produite,
- . date d'enlèvement,
- . nom et adresse du transporteur,
- . mode de traitement,
- . nom et adresse de l'entreprise effectuant le traitement et, en tant que de besoin, du regroupeur ou du centre de transit

**Constats :**

L'exploitant fournit le registre déchets complet pour l'année 2024 avec tous les BSD correspondants.

Le registre comporte les informations attendues.

Le registre 2025 démarre seulement.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**